

L'existence de problèmes globaux, et non plus seulement nationaux, est en partie responsable de cette évolution. Les échanges financiers transnationaux, la criminalité transfrontalière, la multiplication des moyens de diffusion de l'information, l'afflux de réfugiés ou les changements dans l'environnement peuvent provoquer une instabilité telle qu'elle diminue la marge de manœuvre des États.

- De nouveaux «acteurs» concurrencent l'État dans la conduite des affaires stratégiques, si bien que le système international est devenu «multicentrique» c'est-à-dire à la fois étatique et non étatique. La sécurité est ainsi un enjeu pour des groupes, des associations et des organisations autant que pour les États. Les activités déployées par les mouvements islamistes, les cartels de la drogue ou les marchands d'armes de même que celles pratiquées par les Casques bleus, les organismes de protection des droits de la personne, les coopérants humanitaires ou le groupe Greenpeace affaiblissent les traditionnelles notions de souveraineté et d'intégrité territoriale des États. Cette cohabitation multicentrique modifie nos perceptions de la définition et de la résolution des menaces.
- Ainsi, comme le fait remarquer la commission Carlsson-Ramphal chargée d'enquêter pour le compte de l'ONU sur les possibilités d'une gouvernance internationale, la sécurité doit, à l'avenir, composer avec la redéfinition par la communauté internationale des normes de conduite¹⁰. Celles-ci incluent non seulement le droit à la sécurité pour les États, mais également pour les peuples et les minorités. Dans un tel contexte, l'État ne possède plus le monopole exclusif sur la formulation des intérêts et des objectifs de sécurité, une tendance confirmée par le rôle actif que remplissent diverses institutions internationales chargées de promouvoir ces nouvelles normes.

2. Les conflits et les menaces changent

Plus d'une quarantaine de conflits font rage à travers le monde. Ces conflits ont un caractère souvent intra-étatique, c'est-à-dire qu'ils se déroulent à l'intérieur des frontières des États, et non entre ceux-ci, selon le modèle traditionnel des guerres interétatiques. Cependant, ils ne sont pas moins meurtriers, comme en témoignent les guerres civiles et ethniques au Rwanda, en ex-Yougoslavie, en Algérie, en Afghanistan, en Tchétchénie, au Sri-Lanka, au Soudan ou au Yémen. Ces conflits, bien qu'internes, impliquent souvent l'intervention armée d'autres pays, comme l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Nagorny-Karabakh, la Serbie et la Croatie en Bosnie, la Russie et l'Ouzbékistan au Tadjikistan.